

Table 4 « L'eau dans la ville »

Animée par Eau secours 31

Rappel des questions:

1- Aujourd'hui, nous devons faire face à des pollutions de plus en plus nombreuses et impactantes dans les eaux brutes (notamment PFAS, pesticides et métabolites de pesticides) et pouvant avoir des répercussions importantes sur la santé

Comment appréhendez-vous cette question, comment comptez-vous agir ?

2- Nous sommes et serons de plus en plus confrontés dans les années à venir à une raréfaction de l'eau disponible pour l'ensemble de ses usages ? Dès à présent, notre ville manquerait cruellement d'eau en été s'il n'existait pas un important dispositif du soutien d'étiage de la Garonne notamment grâce à des lâchers d'eau depuis les barrages hydro-électriques des Pyrénées.

Comment comptez-vous agir sur ce sujet ?

Vous avez parlé de baisse de la consommation, pensez-vous que la tarification peut être un levier ...et nous nous permettons une question précise

Êtes-vous favorable à une tarification progressive de l'eau qui permettrait (entre autres) de garantir l'accès à l'eau vitale pour tous et de fixer des objectifs de baisse de la consommation globale ?

3- Actuellement la gestion de l'eau potable et de l'assainissement a été déléguée à des entreprises privées Veolia et Suez et leurs filiales ad hoc SETOM et ASTEO. Les contrats signés arrivent à échéance en 2032; c'est donc lors de ce mandat à venir que doit être envisagée la suite et que le choix entre régie publique et DSP sera à nouveau posé.

Comment envisagez-vous de préparer cette échéance ?

4- Nous savons aujourd'hui que l'imperméabilisation des sols à l'échelle d'une métropole comme la nôtre a un impact important dans le dérèglement et l'accélération des cycles de l'eau, avec des répercussions importantes sur l'augmentation des températures et les capacités d'évapotranspiration des plantes.

Comment comptez-vous combattre cette imperméabilisation et favoriser l'infiltration des eaux dans les sols, sur l'ensemble des quartiers ?

5- Associer les habitant·es, tout à la fois usager·es de l'eau et citoyen·nes, à la gestion de l'eau est aujourd'hui un enjeu premier, à la fois démocratique et opérationnel.

Dans ce cadre, comment envisagez-vous une gouvernance mieux partagée de l'eau, incluant par exemple la création d'un observatoire citoyen ?

Quelles seraient vos propositions concrètes pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans ce domaine ?

Liste F. Briançon de Vivre Mieux - présent.es Hélène Cabanes et Maxime Letexier

1. *Faire face aux pollutions*

Le premier axe de leur liste est le retour en régie publique de l'eau pour pouvoir faire des analyses.

Besoin d'un contrôle citoyen. Il faut laisser la place aux citoyens dans le contrôle de la quantité et de la qualité de l'eau.

Ils se posent la question : Est-on capable de détecter les PFAS ? Un recensement est nécessaire en premier lieu. Il faut rechercher les types de polluants qui n'ont pas été recherchés jusqu'à maintenant.

2. *Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification*

La population toulousaine diminue sa consommation d'eau depuis plusieurs années malgré une population qui augmente, c'est un point positif.

Il faut revenir en régie publique pour maîtriser cette consommation, jusqu'à maintenant déléguée au privé.

La tarification saisonnière n'a pas fait ses preuves, il faut donc se diriger vers un système de tarification solidaire avec les premiers mètres gratuits. En parallèle, il est nécessaire d'avoir une sensibilisation auprès des populations.

VEOLIA a misé sur une augmentation de la consommation d'eau !!! Il y a donc un intérêt pour la régie publique, qui peut être une agence de la sobriété et orienter la politique publique vers la baisse de consommation et la sensibilisation.

3. *Préparer choix Régie ou DSP*

Il est nécessaire selon eux de se préparer pour des raisons juridiques et financières. Ils souhaitent décortiquer les contrats passés avec VEOLIA etc., qui sont très bien rédigés juridiquement.

Il vaut mieux attendre la fin d'un contrat plutôt que de le rompre.

En attendant 2032, il faut préparer le retour en régie publique, penser à garder les personnes qui sont capables d'assurer cette régie publique (et qui pouvaient être dans le privé) qui ont les compétences et les savoir-faire.

Il est primordial de revenir en régie publique, et ils en sont en capacité.

4. *Désimperméabilisation*

Ils ont la volonté de déployer un plan de sols vivants donc désimperméabiliser, débitumer les parkings, les écoles, tous les lieux où ils sont en capacité de le faire.

Il y a selon eux un besoin de retenir l'eau, avec des arbres de pleine terre qui serviront également pendant les canicules avec des coins d'ombre.

Ils envisagent de désimperméabiliser 300 000 mètres carré de territoire, sans que ce soit reporter ailleurs.

Ils souhaitent récupérer l'eau de pluie, notamment dans les écoles et par exemple, expliquer ce cycle de l'eau aux enfants.

5. *Associer les usagers/citoyens*

La régie publique permet plus de liberté et donc d'associer les usagers et les associations environnementales dans les décisions. L'objectif est d'impliquer le plus possible les usagers.

Il y a déjà des instances existantes. Ils pensent possible de renforcer le dialogue et faire en sorte que chacun puisse s'exprimer sur l'enjeu de l'eau.

Il y a un besoin d'une collaboration et concertation avec les citoyens.

Créer une convention citoyenne (sur les différents enjeux) afin de poser les bases d'un comité d'usagers choisis au sort, ce qui permettrait plus de transparence.

(nb, les candidat.es ont répondu de façon concise aux questions préparées- d'autres questions ont été posées ou précisées)

6 - Question sur prendre en compte les agriculteurs

Besoin de conventions de partenariats avec le bassin versant sur des pratiques économes en eau et pour moins de pesticides/pollution afin de leur garantir un débouché dans le secteur.

Ils souhaitent mettre en place 10 fermes urbaines afin d'éviter les pollutions sur notre territoire.

Ils souhaitent présenter d'autres modèles d'agriculture (pour se soustraire aux méga-bassines), des agricultures plus paysannes et plus sobres en matière d'utilisation d'eau.

7 - Comment réduire les problèmes à la source et les PFAS, et faire en sorte que les usagers ne paient pas pour cette pollution/réparation ?

Pour lutter contre la problématique des PFAS, il faut revenir en régie publique pour avoir la main sur ce qu'il se passe et se fait, ne pas avoir de multinationales qui ne sont pas toujours transparentes sur ce qu'il se passe et les résultats.

Besoin d'éléments publics d'éducation.

Gestion des CLAE, qui peuvent être un lieu avec des ateliers de sensibilisation aux enfants et les informer sur l'environnement.

8- Est-ce possible d'intervenir en amont ?

Au courant des gravières et particulièrement dangereux car peut polluer la Garonne

Contrats de coopération avec territoires au-delà de la métropole

Ce n'est pas envisagé encore dans le programme mais possible avec d'autres communes sur la qualité de l'eau

Des instances (conseil d'administration) dont la métropole ne se saisit pas, alors qu'on pourrait les utiliser

9- votre avis sur les industries polluantes ?

Projet d'installation d'une usine paracétamol sur l'île du Ramier (de paracétamol). Il ne faut pas remettre d'industrie auprès de la Garonne et plutôt trouver des friches industrielles proches de la métropole.

(nb, par souci d'équité, cette question a été intégrée pour les autres candidats)

NPA Révolutionnaires- Présent.es Guillaume Scali et Laura Milan

1. Faire face aux pollutions

La pollution de l'eau est un vrai problème mais les PFAS ne touchent pas qu'à travers l'eau mais aussi les travailleurs, dans les usines où ils sont produits. La pollution industrielle qui se diffuse dans notre environnement de vie est donc un vrai sujet (notamment sur la santé).

2- Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Ils ne pensent pas que la métropole puisse faire quoi que ce soit contre la raréfaction, c'est le changement climatique.

Concrètement, que devons-nous faire ? Selon eux, on ne devrait pas pouvoir spéculer sur l'eau ni la vendre mais elle devrait être accessible à hauteur de nos besoins. Comment répartit-on et faisons-nous usage de l'eau.

Les grandes industries se permettent de se l'approprier et de la revendre dans des bouteilles empoisonnées. Il faut donc lutter contre ces grandes entreprises qui dirigent la société et le capitalisme qui dirige pour le profit. Les entreprises trouvent des solutions technologiques pour le dessalement de l'eau et nous la faire payer.

Il faudrait donc la gratuité et le libre accès à l'eau, et pas de tarifications.

Ils sont cependant d'accord avec une tarification qui augmente car cela remet de l'égalité dans ce système.

Ce que la municipalité peut mettre en place est tout ce qui incite à la culture, à une meilleure compréhension des enjeux, et à pointer du doigt les vrais responsables.

3. Préparer choix DSP ou régie

La question de la mise en concurrence et la privatisation des services ne concernent pas que l'eau mais aussi les transports publics etc... Avec des appels d'offre au minimum.

Il faut selon eux, armer les travailleurs de ces régies, qui sont aujourd'hui dans le privé et leur dire qu'il y a des dangers dans leur conditions de travail.

Ce n'est aussi pas parce qu'un service est public qu'il est de qualité. Ils ne veulent pas faire de grandes promesses car le changement de patron n'est pas forcément pour le bénéfice des travailleurs ni des usagers. Les travailleurs sont d'ailleurs les premiers à pouvoir prévenir des dangers, de ce qu'ils voient.

4. Désimperméabilisation

Désimperméabiliser les sols est possible, cependant cela ne restaure pas tout de suite les sols. Il faut pour eux, consulter les habitants. Mieux penser les projets en écoutant les travailleurs qui savent ce qu'il y a de mieux pour eux et consulter les habitants.

Les projets des autres candidats visent surtout à rendre la ville attractive. Il s'agit du raisonnement politique que de rendre la ville attractive, pas de répondre aux besoins de la population mais de rendre la ville chic, de « faire du business » et du chantage à l'emploi car une ville attractive crée l'emploi ?

Il y a un besoin de s'extraire pour dire que le travail appartient aux travailleurs et leur savoir-faire...

?

5. Associer les usagers/citoyens

Leur message est que c'est aux travailleurs de tout décider, qu'ils soient avec ou sans emploi, au chômage, à la retraite. Les travailleurs, selon eux, sont ceux qui n'ont pas le luxe de vivre de ce qu'ils ont reçu (en héritage ?)

Cela pose une question démocratique, « qui décide ? ».

Ils ne sont pas pour une gouvernance partagée mais une vraie démocratie débarrassée de la pression à l'emploi.

J.L Moudenc de Protéger l'Avenir – Présents Maxime Boyer et Clément Riquet

1. Faire face aux pollutions

Ils ont, durant leur précédent mandat, investis pour filtrer l'eau et sont en avance par rapport aux normes.

Avant d'être des élus, ils sont aussi des consommateurs d'eau. Il s'agit pour eux d'un enjeu public.

Pour les installations d'entreprises, comme l'usine pharmaceutique sur l'île du Ramier, ou d'autres porteurs de projets, ils les accompagneront mais resteront vigilants.

2. Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Il s'agit d'un sujet important lié aux questions de voirie. Leurs projets de voirie sont refaits. Il y a de nouveaux outils qui permettent de préserver notre ressource en eau.

Ils ont désimperméabilisé plusieurs centaines de mètres carré, développés à l'échelle de la ville et il est nécessaire selon eux de le généraliser autant que possible.

En ce qui concerne la tarification, elle est aujourd'hui saisonnière. Dans leur potentiel mandat, ils souhaitent sensibiliser les usagers d'eau de la métropole mais aussi dire aux communes en amont ou en aval que la question de l'eau est importante en métropole et qu'ils sont prêts à faire des changements.

Selon eux, on ne peut pas encore passer à une tarification progressive.

3. Préparer choix DSP ou régie

Ils ne posent pas d'aprioris de départ en disant que la régie publique sera forcément mieux ou l'inverse. Si les choses restent dans l'état où elles sont avec un service rendu acceptable, ils envisagent de poursuivre dans la même voie mais garderont un œil sur l'évolution de cette gestion privée dans les prochaines années.

Conclusion, ils ne comptent pas vraiment revenir à une régie publique.

4. Désimperméabilisation

Ils souhaitent tenter de continuer de développer les voiries de Stockholm, le REV Réseau Express

Vélo, avec des pistes cyclables avec un matériau absorbant. Ils remettent en question le projet de mettre l'axe près du réseau de l'Hers car cela le perméabilise.

Ils ont pour projet un Plan 100 000 arbres. Le but est de tripler le nombre de plantation d'arbres, préserver les arbres existants. D'ici 2050, ils espèrent planter 270 000 arbres et désimperméabiliser 13 km carré.

La désimperméabilisation est une action qui est déjà en cours.

Ils souhaitent mettre en place des cours d'école oasis, également changer la couleur de certains éléments (sols par exemple) pour rafraîchir la ville.

Ils souhaitent continuer à développer les rues jardins. Ils retravaillent le gabarit des rues et plantent des espèces. Ils veulent développer ce projet à tous les quartiers de Toulouse avec une place pour la voiture qui se réduit (déjà 200 places de parking en moins ? Pas sûr du chiffre).

Ils souhaitent des rues plus accessibles et ouvertes à d'autres usages, que la voiture.

Leur conclusion est qu'ils accumulent petits et grands projets.

5. Associer les usagers/citoyens

Le fait d'impliquer les citoyens est déjà quelque chose de fait car ils ont toujours cherché l'avis des habitants, les associations de quartier pour leurs projets.

Un autre aspect écologique qu'ils abordent est que, au cours de ce mandat, ils ont mis en place « Les Idées de Mon Quartier », pour donner la parole aux habitants, les sensibiliser sur les projets écologiques pour savoir ce qu'ils souhaitent faire. Ils ont dépensé pour ce projet 2 fois 8 millions

(pour par exemple : la plantation d'arbres, la création de pistes cyclables) afin de rétablir un lien politique avec l'échelle locale et les habitants.

Ils ont également précisé (je crois par rapport à la création d'une école de l'eau) qu'il y a déjà d'autres instances existantes, telles que le Conseil Scientifique dans laquelle la thématique de l'eau peut être intégrée.

Nouvel Air – Présents Lambert Meilhac et Ségolène Hericher

1. Faire face aux pollutions

Le plus urgent pour eux, c'est le curatif. Il faut donc améliorer les systèmes de filtration et d'assainissement à la sortie. Il est essentiel d'avoir des moyens de détection et de filtration mais le plus important à long terme, est d'encourager de nouvelles pratiques agricoles. Une grande partie des polluants que l'on trouve dans l'eau sont liés à l'agriculture. Il faut donc changer les pratiques agricoles, qui demanderaient moins d'eau et moins de pesticides, afin de régler les problèmes à la source.

Ils souhaitent ainsi créer des zones tampons, sur toute la Garonne.

Ils sont les seuls à oser porter l'idée qu'il faut augmenter le prix de l'eau. On paye moins cher l'eau qu'une box internet. Il est nécessaire de sensibiliser les consommateurs et générer un trésor public pour augmenter les financements de l'agence de l'eau.

2. Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Il faut donc un changement de la pratique agricole. Si l'on passe par de l'agriculture de conservation, les sols auront davantage des rôles d'éponges et l'on réduirait les sécheresses.

L'objectif est de lutter contre la perte de terres arables.

Il faut aussi accompagner les particuliers pour les inciter à consommer moins. Il faut former les citoyens et les accompagner dans leurs usages.

Concernant la tarification progressive, elle pourrait permettre à chacun de s'alimenter, se laver à un tarif accessible pour tous, tout en ayant un tarif plus élevé pour ceux qui ont une consommation excessive et inutile.

3. Préparer choix DSP ou régie

Ils n'ont pas de préférence a priori. Ils ont essayé de se renseigner sur les villes en DSP et en régie publique mais ils n'ont pas relevé de différence majeure.

Le fait d'être en régie municipale permettrait une gouvernance citoyenne mais les entreprises disposent de moyens et de brevets qui permettent d'accéder à une technologie plus avancée pour une meilleure filtration des polluants...

Ils ne rejettent pas la DSP mais si cette dernière continue, ils exigeront plus de transparence sur les coûts et la qualité, ce qui est aujourd'hui reproché par la Cour régionale des comptes.

4. Désimperméabilisation

Ils ont acté que la ville doit arrêter de s'étendre. Il semblerait que tout parti s'accorde à dire qu'il est important que l'eau pénètre.

Ils prônent l'efficacité des dépenses publiques. Où est-il le plus utile de mettre 1 million d'euro ?

Ils pensent qu'il faut investir dans l'agriculture. Que les terres agricoles deviennent des éponges et qu'il faut donc transformer l'agriculture.

Le but est également d'imperméabiliser le moins possible.

Des choses ont commencé à être mis en place : des espaces verts, des cours d'école oasis. Ils sont cependant limités par la structure actuelle de la ville.

Il faut donc intégrer ces enjeux dans la démarche générale d'urbanisation et vérifier dans chaque projet si cela fait sens de laisser de la terre plutôt que d'artificialiser.

Question : Concrètement pour la transition des agricultures ?

Au sein de la direction de l'écologie et de l'environnement, ils manquent cruellement de financements. Ils dépenseront moins dans la mobilité, pas de gros travaux car cela ne sert à rien de faire un métro à 3 milliards d'euros mais encourageront davantage les transitions (avec Terre de Lien etc...)

5. Associer les usagers/citoyens

La convention citoyenne sur le climat a montré que n'importe qui pouvait produire des recommandations intéressantes. Il faut donc une meilleure conscientisation sur les enjeux de l'eau.

L'éducation et la sensibilisation des enfants est primordiale, car ils ramènent chez eux des Pratiques apprises à l'école. Il faut donc des interventions périscolaires.

Si la DSP est reproduite, la transparence sera très importante.

Question : un avis sur l'usine de paracétamol sur l'île du Ramier ?

Ils entendent qu'il y a un débat mais ils ont des connaissances et une expertise limitée sur la question. Ils n'ont pas d'opposition car il s'agit d'un avantage économique mais se posent la question « comment s'assure-t-on que cela se fasse en respectant l'environnement ? ».

En tant qu'élus, ils observeront les permis de construire.

Ils n'ont cependant pas de compétences pour savoir comment ils vont filtrer l'eau.

Par rapport à l'École de l'eau, ils sont pour mais cela dépend de comment elle est envisagée. Il faut qu'elle soit mobile pour aller là où les gens sont. Et l'enjeu est de former ceux qui n'ont aucune idée de la question, pas ceux qui s'y intéressent déjà. Cela pourrait également faire partie des activités scolaires, extra-scolaires qu'ils veulent promouvoir dans leur programme.

Il faut garantir l'accès à l'eau pour les plus précaires. Cela est nécessaire, ils pensent qu'on ne devrait pas avoir peur d'avoir soif en plein été.

Lutte Ouvrière – Présents Jean Pierre Sertillange et Olivier Le Penven

1. Faire face aux pollutions

La question principale selon eux est « qui doit payer ? ». Ils sont conscients qu'il y a un énorme problème de pollution car il n'y a pas de rénovation ou d'entretien. Mais le problème selon eux est que ce ne soit pas les pollueurs qui paient, car la pollution n'est pas leur problème. Ils demandent ensuite aux usagers de payer. C'est un problème qu'il faudra dénoncer.

2-Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Leur raison d'être en tant qu'organisation politique, ce n'est pas de faire croire que s'ils sont élus, ils pourront alors résoudre par leur seule présence les contradictions pointées. Il existe encore une dépendance aux profits des multinationales.

Pour eux, les associations de citoyens, de la population jouent un rôle important. C'est ce qui fondait leur action. Ils s'appuieraient sur l'expertise, les constats des lanceurs d'alerte, des associations

Le problème de l'eau n'est pas un problème toulousain mais français. Il n'y a qu'à voir l'état des océans avec le plastique, et les PFAS sont partout.

Le message qu'ils veulent faire passer est qu'ils ne veulent pas faire de promesses qu'un maire, même très bien disposé, ne pourrait pas tenir. Ils n'ont pas les moyens de s'en prendre au mur de l'argent.

Concernant la tarification progressive, ils n'y sont pas opposés parce qu'ils souhaitent que les plus gros consommateurs paient plus. Cependant, il existe plein de lois qui sont censées imposer des restrictions ou de la modération aux industriels et ceux-ci s'assoient dessus. Il y a donc toujours une question de rapport de force.

Donc sur le principe, ils sont d'accord pour une tarification en fonction de la capacité financière des ménages (ils sont également favorables à une TVA progressive, en accord avec le revenu de chacun). Mais ils posent la question « croyez-vous vraiment qu'un maire va imposer à une industrie de faire une telle chose ? ».

3. Préparer choix DSP ou régie

Ils pensent que tout devrait être un service public, même les banques. Ils citent un exemple : en Espagne, ils ont fait un embargo sur les livraisons d'armes israéliennes. Airbus, dont le candidat qui parle est un employé, a exigé de lever l'embargo, sans quoi l'usine allait être délocalisée. Cela prouve selon eux que les entreprises privées font du chantage et impose ce qu'elles veulent. Ils ne sont donc pas pour déléguer les services à des entreprises privées ? Il faut qu'il y ait un contrôle.

4. Désimperméabilisation

Note : ils ne connaissent pas le mot « désimperméabilisation ».

Ils citent d'abord un exemple : tout le pire de ce qui pouvait être fait a été fait à Borderouge.

Tout y a été bétonné. Le comité de quartier a donc avancé l'idée qu'il faudrait plus de végétation. La mairie a donc, vite fait avant les élections, planté quelques arbres, cependant personne ne sait combien de temps ces arbres vont durer avec la sécheresse.

C'est l'illustration de ce que font les élus actuellement , la démagogie dont ils peuvent faire preuve. L'un d'entre eux a lui-même été à l'origine de cette imperméabilisation et des promoteurs, qui décident à la fin, même si la population proteste.

Conclusion, les maires n'ont pas vraiment de pouvoir sur ce point-là, car les décisions peuvent être cassées par le préfet.

5. Associer les usagers/citoyens

Ils insistent tout d'abord sur le fait qu'ils ne parlent pas de citoyens. Il n'y a selon eux pas de points communs entre les travailleurs et les ultra-riches donc pour eux, il faut faire la différence et parler de travailleurs.

Ils sont pour des observatoires de tout (notamment des trésoreries des grandes entreprises).

Que tout soit sous la surveillance de la population.

Ce qu'ils disent « Pouvoir de décision passe des mains d'une minorité d'exploiteurs qui mettent la planète à feu et à sang pour être dans les mains de ceux qui se lèvent le matin » pour travailler.

Ils veulent que ce soient les travailleurs qui aient un pouvoir de décision.

Liste F. Piquemal de Demain Toulouse – Présent.es François Piquemal et Alice Cohen

1. Faire face aux pollutions

En ce qui concerne l'eau le passage en régie publique est un pan important de notre programme et c'est un enjeu pour lutter efficacement contre les pollutions : ne pas laisser les mains libres au privé qui veulent vendre leurs méthodes de traitement

La présence de PFAS, polluants doit être une question prioritaire, un enjeu de santé et d'écologie majeur qui doit être pris en charge par les services publics et par le pouvoir citoyen.

Une régie publique permet une gouvernance dirigée par les besoins des populations et non par les désirs de profits des entreprises privées.

Le traitement en amont de l'eau passe par des contrats avec d'autres collectivités. Il y aura des discussions avec les collectivités concernées. Il faudra de la diplomatie mais aussi de la radicalité avec des pratiques que l'on ne peut plus laisser passer. De plus, il y a un poids politique fort et nécessaire de la part de Toulouse, qui est l'une des plus grandes villes de France et doit être un exemple/modèle pour les populations en aval, ainsi que leur montrer du respect en traitant des questions de l'eau en amont.

2. Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

C'est quelque chose de global. Toutes les décisions politiques aujourd'hui amènent à accélérer le réchauffement climatique. À l'échelle de Toulouse, il y a un besoin d'être exemplaire.

C'est une région très agricole, la question de l'agriculture et d'un juste partage de l'eau est essentiel.

Pour la politique d'approvisionnement pour la commande publique de Toulouse, ils souhaitent favoriser des fermes écologiques avec également des contrats pérennes avec des fermes à moins de 150km de Toulouse qui pratiquent une agriculture écologique. Ils souhaitent également par ce marché réduire la part carnée dans l'alimentation collective. Ils sont d'accord pour une tarification sociale/progressive.

3. Préparer choix DSP ou régie

Gouvernance démocratique nécessaire, et que les citoyens puissent avoir accès à tous les contrats établis dans le passé.

Une décision prise en concertation avec les associations.

Ils ne souhaitent pas casser le contrat mais se préparer à sa fin.

Il y a énormément de choses à faire avant la fin du contrat (formation, structuration de la régie, informer et former les citoyens, concerter les associations expertes à ces sujets...)

Question : Seriez-vous capable de faire des audits sur les pratiques, la gestion ? Oui il faut le faire pour préparer la prise de relais. Ils souhaitent également faire un audit par quartier sur la question des sols, de l'air, de l'eau et du climat afin que les citoyens s'y rendent avec leur expertise d'usage.

4. Désimperméabilisation

Ils souhaitent zéro artificialisation nette pour 2050 ainsi que favoriser la désimperméabilisation en priorité dans les quartiers populaires.

-> Végétalisation des cours d'école pour une meilleure qualité de vie des enfants, retirer des places de parkings et surtout, dans tous les nouveaux projets : une imposition de 20% de surface non imperméabilisée, éco-aménageable avec un objectif de 50 hectares de renaturation

-> appel à projet BTP

Programme de re-végétalisation ainsi que pour la question des pollinisateurs : mettre des friches

Tous les projets qui prévoient l'artificialisation des sols ne sont plus possibles, ils souhaitent être cohérents sur cette question. Ils souhaitent mettre en place une politique zéro projet écocide.

Sur la question des gravières, c'est une question de discussion avec les autres collectivités, une question démocratique avec de nombreux citoyens qui luttent contre ces projets écocides imposés à la population. Il faut donc en discuter avec les collectivités concernées et s'appuyer et soutenir les citoyens en lutte. Besoin d'une synergie avec les collectivités en invitant à la table les habitants en lutte.

5. Associer les usagers/citoyens

Pour eux, il y a un enjeu de formation dès le plus jeune âge dans les écoles, durant les temps périscolaires.

Ils veulent profiter de ces temps pour que les animateurs, formés par la municipalité, puissent éduquer les enfants, également accompagnés d'experts. Ils pensent aussi à mettre en place des potagers dans les cours re-végétalisées.

Il est essentiel de former les agents et les élus en premier lieu à ces questions.

Ils souhaitent expérimenter avec des balades naturalistes à partir des coopératives de quartier, notamment dans les friches avec de la biodiversité, afin d'apprendre à connaître son environnement. Il est nécessaire que les habitants recréent un lien avec ce qu'est l'eau dans leur quartier.

Coopérative de quartier : pouvoir politique des habitants avec, à disposition, des lieux auto-gérés, des initiatives de la part des associations en accord et validé par les habitants du quartier pour la mise en place de projets.

Création de cantines de quartier, des cantines populaires. On touche donc à l'alimentation : ils souhaitent également mettre en place des potagers dans les quartiers, ce qui touche à la gestion de l'eau.

En ce qui concerne l'usine de paracétamol, ils ont envoyé un courrier détaillé sur la question.